

## A la recherche de l'Europe sociale

Philippe Pochet, Directeur général de l'Institut syndical européen (ETUI), professeur à l'Université catholique de Louvain.

"À la recherche de l'Europe sociale", titre de mon dernier livre, veut refléter l'objet de 35 années de recherche. L'objectif est d'une part d'offrir une synthèse des développements principaux de l'Europe sociale depuis le traité de Rome en mettant en évidence différents domaines qui, de manière successive, ont été au cœur du débat social : santé et sécurité au travail, égalité hommes/femmes, dialogue social, mais aussi méthodes ouvertes de coordination, impacts de l'union économique et monétaire, question climatique (j'y reviendrai en conclusion). D'autre part, l'objectif est d'offrir une approche qui évite, sans les nier, les approches de type structurel (qui par exemple veulent expliquer que l'Europe sociale est impossible en raison de l'asymétrie des traités et du primat de l'économique dans la construction européenne) pour laisser la place aux acteurs, leurs stratégies, leurs échecs et les leçons de ceux-ci, sans leur donner une place démesurée par rapport aux contraintes. Ayant participé personnellement à cette recherche comme acteur engagé, d'abord à l'Observatoire social européen et ensuite à l'Institut syndical européen, cet ouvrage académique veut aussi témoigner indirectement de certains aspects, vus davantage de l'intérieur, de la machine européenne.

Depuis lors, la crise du Covid a-t-elle changé ma vision ou mon approche ? La réponse est oui et non. Non, car le schéma du livre est celui du changement, des fenêtres d'opportunité qui s'ouvrent et se ferment, des acteurs engagés et en compétition pour définir le futur de la construction européenne et de la place du social dans celle-ci. De la lutte politique et de l'importance de la division gauche/droite.

Oui, car cela a accentué ce qui était déjà une faiblesse du livre : l'absence d'analyse en profondeur du marché intérieur. Je l'avais mis en évidence essentiellement dans le chapitre sur le dialogue social pour montrer que les employeurs avaient accepté, à une certaine époque, de faire des compromis sociaux pour créer et développer ce marché intérieur. Aujourd'hui, je pense que cet enjeu s'adresse aux acteurs politiques, comme le montre la séquence sociale actuelle liée au Covid mais aussi au Brexit. La mise en question du marché intérieur a ouvert le jeu social car les forces de droite modérée sont à nouveau prêtes à certains compromis (limités et provisoires) pour pérenniser ce marché.

De manière plus générale, on peut voir le cycle de relance du marché intérieur en 1985 comme résultant de la volonté de création d'un capitalisme européen soutenu à l'époque par de grands industriels (réunis autour de la Table ronde des industrialistes) et par le président de la Commission, Jacques Delors. Progressivement ce projet s'est transformé au fil des différentes phases de la mondialisation en une intégration de l'Union européenne comme maillon de celle-ci, abandonnant le projet d'autonomie européenne pour se fondre dans la globalisation. L'émergence de la Chine non plus comme atelier du monde mais comme puissance technologique (et politique) a progressivement ébranlé cette approche, et le Covid l'a complètement remise en question. L'autonomie ou la souveraineté stratégique devient le nouveau mantra, porté par la France mais pas uniquement.

Cela signifie aussi l'existence d'un long cycle allant de la création d'un marché intérieur et des ouvertures sociales qui sont liées à l'achèvement de celui-ci, à une intégration globale qui donne une longue séquence anti-sociale dont la directive Bolkestein et les arrêts de la Cour de Justice Laval et consorts en ont été les exemples les plus puissants ; pour finalement revenir maintenant à un projet de marché intérieur pour un futur écologique, social et plus autonome ou souverain après la prise de conscience de la dépendance de l'UE dans le contexte de la pandémie.

Ceci m'amène naturellement à la dimension environnementale et climatique comme nouvelle frontière du social. Je soulignerais davantage aujourd'hui son impact sur le modèle économique et sur ces acteurs principaux, que l'on pense à la BCE et sa prise en compte des impacts climatiques, à la taxonomie verte, aux financements des entreprises et aux signaux aux marchés financiers, sans parler des chaînes de valeurs plus courtes et plus résilientes. Au final, j'y vois un appel à repenser la construction européenne et son joyau, le marché intérieur, comme projet environnemental, social et souverain.

